

Burundi : Le Facilitateur va rencontrer le CNARED balloté entre Arusha et Helsinki

@rib News, 09/06/2016 Le Facilitateur dans la crise burundaise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, va rencontrer à Bruxelles le CNARED, une coalition de l'opposition en exil, au cours de deux rencontres prévues les vendredi 10 et samedi 11 juin, a-t-on appris mardi de sources diplomatiques diverses. Ces consultations vont se tenir au lendemain d'une réunion cruciale du Directoire du CNARED, tenue le weekend du 4 au 5 juin à Bruxelles, pour peaufiner sa position, au cours de laquelle, selon plusieurs sources sur place, l'opposant Alexis Sinduhije a pesé de tout son poids pour éviter que la crise latente au sein de la plateforme n'explose. [Photo : Une "haute délégation" du CNARED, composée de 14 personnalités, a été reçue mardi par des fonctionnaires de l'Union Européenne à Bruxelles].

Tout au long du week-end, le service de communication du CNARED a inondé les réseaux sociaux de photos des réunions du Comité exécutif et celle du Directoire, mais aucune information n'avait, jusqu'ici, filtré sur leurs contenus. C'est dimanche tard dans la nuit que le communiqué officiel sanctionnant ces assises a été rendu public. Son contenu est minimal et reprend juste les positions, déjà connues, sur les pourparlers d'Arusha, à savoir demande d'être considérée comme une seule entité et l'accusation du Secrétaire général de l'organisation sous-régionale East African Community (EAC) Burundais Libérat Mfumukeyo. Rien de bien nouveau. Sur la crise interne, née au lendemain du premier round des pourparlers d'Arusha, Rien ! Sur la demande d'exclusion de certains partis membres, Rien ! Tout va très bien Madam la Marquise ! Tiens voici les photos ! Trop beau pour être vrai, selon les observateurs avisés. Alexis Sinduhije évite de justesse l'affrontement au sein du CNARED. Selon plusieurs participants, ayant requis l'anonymat, l'ambiance n'est si rose que cela, comme a voulu le faire croire le service de communication du CNARED. La question de la participation de certains membres du CNARED aux consultations d'Arusha a bien occupé une bonne partie des discussions au sein du Directoire et à certain moment l'ambiance était au bord de l'inquisition. Pour l'aile de l'Uprona dirigée par Nditije, ce dernier, président à Bruxelles, a de nouveau découvert Evariste Ndayimpinda et Tatien Sibomana, successivement Vice-président et Porte-parole, pour s'être rendus à Arusha. Mais selon les dernières informations sur place à Bujumbura, l'Uprona de l'opposition traverse depuis une grave crise interne. Nombreux cadres du parti estiment que la position de Nditije sur cette question est «à l'individuele». Le maintien de ce parti au sein du CNARED n'est donc pas assuré pour l'avenir. Président à Bruxelles, le président du Sahwanya-Frodebu, Léonce Ngandakumana, aurait grand cart pour expliquer la présence de son Vice-président à Arusha. Ne pouvant pas s'avouer Frôdric Bamvunginyumvira, qui a bien affirmé être parti à Arusha représenter son parti, Léonce Ngandakumana aurait expliqué que son parti avait envoyé un délégué à Arusha pour dire au Facilitateur qu'il ne pouvait pas répondre à l'invitation. Une explication alambiquée, à y perdre son latin et qui n'a apparemment convaincu personne. Restaient sur le banc des accusés deux partis, qui n'ont pas été entendus sur ce sujet. L'UPD-Zigamibanga n'avait pas envoyé de représentant assister à la réunion du Directoire, tandis que le CNDD-Nyangoma avait quitté la réunion avant que le sujet brûlant ne soit abordé. La sentence allait donc tomber, exclusion pure et simple de ces deux partis, eut été l'intervention d'Alexis Sinduhije. Selon des participants, le président du MSD a usé de son autorité pas à taper du poing sur la table, pour calmer les ardeurs de l'axe Minani-Busokoza-Nduwimana et remettre les pendules à l'heure. Selon nos sources, devant les accusations de «trahison» lancées contre l'UPD-Zigamibanga et le Nyangoma, Alexis Sinduhije a interpellé certains membres du Directoire quant à leur propre «trahison», rappelant leur participation, depuis janvier 2016, à des rencontres secrètes à Helsinki en Finlande avec des délégués du pouvoir de Bujumbura, à l'insu de Léonard Nyangoma alors qu'il était le président du CNARED. Des rencontres secrètes qui se poursuivraient régulièrement. Après ces propos, certains participants commentaient s'interroger ouvertement sur qui a trahi qui ? Entre ceux qui ont des rencontres en cachette à Helsinki avec le pouvoir de Nkurunziza, et ceux qui répondent aux pourparlers d'Arusha aux yeux du monde entier, la question méritait effectivement d'être posée. Sinduhije est ainsi parvenu à faire taire, momentanément, les discordances au sein du CNARED, évitant un déchirement la veille de son important rendez-vous avec le Facilitateur. Le Directoire a alors voulu charger le président de rencontrer les fortes têtes des partis Sahwanya-Frodebu, UPD-Zigamibanga et le CNDD-Nyangoma. Mais face aux hésitations de Jean Minani, c'est finalement un compromis à la burundaise qui fut trouvé : leur envoyer des délégués (Abashingantahe) pour aplanir ce différend au sein de la plateforme. On notera, pour la petite histoire, qu'à l'occasion de cette réunion le CNARED a admis un nouveau parti membre, il s'agit du parti Kaze-FDD d'un certain Jean-Bosco Ndayikengurukiye, ou plutôt du général Jean-Bosco Ndayikengurukiye, si cher à Jean Minani. C'est surtout pour les troupes qu'il pourra aligner, comme en 2000 ! L'Histoire burundaise peut parfois ressembler à un éternel recommencement. Arusha ou Helsinki ? Le CNARED va devoir se prononcer. L'information majeure qu'on retiendra de cette rencontre du CNARED à Bruxelles, c'est l'invocation au sein du Directoire des rencontres d'Helsinki avec le pouvoir de Bujumbura. Le sujet n'est donc plus réservé à quelques membres et, tôt ou tard, la coalition de l'opposition et le pouvoir de Nkurunziza vont devoir communiquer sur ce sujet. Le Facilitateur pourrait aborder la question avec les représentants du CNARED afin de s'assurer de leur réelle volonté à participer aux pourparlers sous la médiation de l'EAC. En effet, malgré le discours maintes fois répété sur la volonté d'aller aux pourparlers d'Arusha, on note que certains membres de la coalition de l'opposition font tout pour les éviter : exigence d'être invité en un seul bloc et l'accusation du nouveau Secrétaire général de l'EAC, le Burundais Libérat Mfumukeyo. Concernant le refus du CNARED en tant qu'une seule entité, des spécialistes dans les négociations notent que pour aller plus vite, la médiation a opté pour un dialogue sans préconditions ni exclusives, et surtout «à l'aveugle» avec les véritables protagonistes de la crise à l'instar de ce qu'ils ont demandé à l'Union Africaine, l'Union Européenne et les Etats-Unis, parlant de «à l'aveugle». Le CNARED regorge d'une ribambelle de petits partis à finalité familiale et but alimentaire, comme on en connaît au Burundi, et autres «personnalités» qui ne représentent en réalité que des intérêts personnels. Des partis sans réelle assise au Burundi, qui étaient en l'attente depuis plusieurs années et ont besoin de ressusciter avec les négociations d'Arusha. C'est pourquoi le Facilitateur va cibler directement les personnalités et partis politiques de premier plan et rien n'est indicatif.

un quelconque changement dans sa stratégie. Plusieurs observateurs s'interrogent aussi sur les raisons derrière les attaques virulentes de l'opposition contre le tout nouveau Secrétaire général de l'EAC, Ambassadeur Liberat Mfumukeko. En effet, la médiation dans la crise burundaise est assurée par l'EAC, sous la direction du président de l'initiative régionale, l'Ougandais Yoweri Museveni. Le Secrétariat de l'EAC, son organe exécutif, est au service de la médiation et du Facilitateur, pour toutes les questions liées à sa mission, au niveau technique et logistique. Alors parler d'une influence de l'Ambassadeur Liberat Mfumukeko sur l'ancien président Benjamin Mkapa, qui a chapeauté les Accords d'Arusha de 2000, est considéré par la médiation comme de la pure spéculation. Quant aux accusations concernant sa nomination par le Burundi comme «Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire», certains diplomates se demandent comment des Burundais de l'opposition qui ont occupé des postes aussi importants, jusqu'au sommet de l'Etat, peuvent à ce point ignorer le b.a.-ba de la Diplomatie. En effet cette nomination consiste tout simplement à conférer à la personnalité, nommée à la tête d'une organisation internationale, un rang protocolaire en hauteur de sa fonction. Et c'est son pays d'origine qui doit lui conférer ce titre. Ainsi le Secrétaire général de l'EAC, Ambassadeur Liberat Mfumukeko, essuie les mêmes accusations tout comme son prédécesseur, Ambassadeur Richard Sezibera, mais en son temps de la part du pouvoir de Bujumbura. Pour rappel, le Gouvernement burundais accusait Ambassadeur Richard Sezibera d'être membre du parti FPR au pouvoir au Rwanda et soumis aux ordres du président Paul Kagame. De même aujourd'hui l'opposition CNARED accuse Ambassadeur Liberat Mfumukeko d'être membre du parti CNDD-FDD au pouvoir au Burundi et soumis aux ordres du président Pierre Nkurunziza. C'est la même rengaine, selon des commmentaires. D'aucuns se demandent alors si ces accusations, proférées tout le temps contre le Secrétariat de l'EAC, ne viseraient en réalité l'organisme régional lui-même. Y aurait-il une entente entre le Burundi et certains opposants pour rejeter la médiation sous-régionale ? Certains se demandent ainsi si les accusations successives des Secrétaires généraux de l'EAC ne seraient pas coordonnées par le pouvoir du CNDD-FDD et certains opposants du CNARED pour torpiller Arusha, et privilégier leurs rencontres secrètes. Peut-être à Helsinki ? L'heure de vérité a sonné. Depuis deux jours, le service de communication du CNARED annonce une offensive diplomatique sous tous azimuts, photos à l'appui. On apprend ainsi qu'une haute délégation de la plateforme a révisé mercredi à Bruxelles par l'Envoyé spécial des Nations Unies dans la région des Grands Lacs, et que mardi la veille la délégation du CNARED composée de 14 personnes était révisée dans les immeubles de l'Union Européenne à Bruxelles. Waouh ! Mais l'opération médiatique, qui se voulait démontrer l'importance de la plateforme auprès de la Communauté internationale, a plutôt suscité des interrogations bien embarrassantes autour de ses simples consultations, que les communicants du CNARED ont tenté de présenter comme des victoires diplomatiques. En effet, au vu du nombre de délégations que le CNARED y a mobilisé, il y a lieu de se demander s'il faut être une quinzaine pour expliquer une position, si elle est commune ? La plateforme n'a-t-elle pas de dirigeants pour la représenter valablement et présenter ses revendications ? Ou est-ce tout simplement un manque de confiance de ses membres en leur leadership ? Pour beaucoup, c'est la preuve, une de plus, de l'ego surdimensionné qui anime la plupart des leaders burundais, qui veulent à tout prix être sur la photo officielle. Voir d'anciens Chefs de l'Etat, d'anciens Vice-présidents de la République, d'anciens présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, d'anciens Parlementaires ou Mirabes mobilisés pour aller rencontrer deux ou trois fonctionnaires européens, loin d'avoir le rang qu'on veut bien faire croire, suscite, à certains égards, plus de la pitié qu'autre chose. Mais puisque le CNARED s'est décidé à communiquer, le public burundais attend impatiemment d'avoir enfin des éclaircissements sur les négociations en cours à Helsinki, avec des photos à l'appui si possible, si ce n'est pas trop demander. On espère que la Conférence publique que le CNARED va animer ce dimanche 12 juin à Bruxelles, sous le thème de «Dialogue inclusif et sortie de crise», donnera l'occasion à ses leaders de lever toute ambiguïté sur les zones d'ombres entourant les négociations d'Helsinki et répondre à toutes les interrogations, immédiates, liées à leur volonté réelle d'aller aux pourparlers d'Arusha, aux relations de la plateforme avec certains mouvements rebelles armés, etc. L'heure de vérité aurait-elle enfin sonné ? Rien n'est moins sûr, mais on ne sait jamais, l'avenir peut nous surprendre. [MG]